

Maisons-Alfort, le 15 septembre 2006

**AVIS**  
**de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments**  
**relatif à un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 18 juillet 2006**

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Par courrier reçu le 24/08/2006, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) a été saisie le 18/08/2006 par la Direction générale de l'alimentation sur un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 18 juillet 2006<sup>1</sup>.

- Considérant que le Règlement (CE) n° 999/2001 ré-autorise depuis août 2005 :
  - l'utilisation des protéines hydrolysées pour les espèces de rente, y compris pour les ruminants,
  - les produits sanguins pour l'alimentation des monogastriques,

- Considérant que la législation nationale, au travers de l'arrêté du 18 juillet 2006<sup>1</sup>, est plus restrictive puisqu'elle ne ré-autorise :

- l'utilisation des protéines hydrolysées que pour l'alimentation des animaux d'élevage non ruminants,
  - l'utilisation des produits sanguins que pour l'alimentation des poissons ;

Ces mesures font suite principalement à l'avis favorable de l'Afssa en date du 27 janvier 2005<sup>2</sup>, saisie sur l'opportunité de réintroduction de ces sous-produits pour l'alimentation des espèces non ruminantes ou pour l'alimentation des poissons.

- Considérant que le projet d'arrêté prévoit des conditions pratiques d'utilisation de ces sous-produits qui ont été omises dans l'arrêté du 18 juillet 2006 ; il s'agit :

- des protéines hydrolysées dans les usines de fabrication d'aliments pour ruminants et dans les exploitations pour ruminants,
  - des produits sanguins dans les usines de fabrication d'aliments pour animaux d'élevage autres que les poissons et dans les exploitations détenant des animaux d'élevage autres que les poissons ;

En outre, le projet de texte dispense les pays tiers de statut « indemne d'ESB » de l'obligation d'accompagner les produits d'une attestation complémentaire.

- Considérant que ces conditions pratiques d'utilisation ont pour objectif d'éviter les contaminations croisées dans les usines de fabrication d'aliments et dans les exploitations.

- Considérant qu'il n'est pas demandé à l'Agence, dans les délais impartis, de rendre un avis sur l'opportunité d'un alignement total de la réglementation nationale concernant ces sous-produits sur le règlement (CE) n° 999/2001 mais uniquement de se prononcer sur des dispositions nationales de mise en application.

<sup>1</sup> Arrêté du 18 juillet 2006 portant interdiction de l'emploi de certaines protéines, phosphates et graisses d'origines animales dans l'alimentation et la fabrication d'aliments des animaux d'élevages

<sup>2</sup> Avis de l'Agence relatif à la valorisation de certains sous-produits animaux dans l'alimentation des animaux d'élevage en date du 27 janvier 2005.



Compte tenu de ces éléments, le projet d'arrêté n'appelle pas de commentaire de la part de l'Agence.

**Pascale BRIAND**

27-31, avenue  
du Général Leclerc  
BP 19, 94701  
Maisons-Alfort cedex  
Tel 01 49 77 13 50  
Fax 01 49 77 26 13  
[www.afssa.fr](http://www.afssa.fr)

REPUBLIQUE  
FRANÇAISE